

## ACCROÎTRE L'INVESTISSEMENT

De nouveaux emplois viendront d'une expansion de l'activité des entreprises dans tout le Canada, afin de répondre aux besoins des Canadiens et des acheteurs étrangers. Cette expansion nécessitera des investissements.

Les investissements publics, en particulier ceux du gouvernement fédéral, stimuleront la croissance économique cette année. Sous l'impulsion des Projets spéciaux de relance, nos dépenses d'investissement augmenteront de plus de 25 p. 100 en 1984.

Les investissements des entreprises ont diminué d'environ 9 p. 100 en 1983, soit moins que je l'avais prévu en avril dernier. Les entreprises ont sensiblement amélioré leur situation financière l'an dernier. Une reprise vigoureuse, une inflation et des taux d'intérêt moins élevés et une productivité plus forte ont contribué au net redressement des bénéfices des entreprises! Il est important de souligner, cependant, que les bénéfices sont encore inférieurs à leur niveau passé, mais ils remontent. Leur redressement, joint à des marchés boursiers beaucoup plus fermes et aux encouragements fiscaux présentés dans mon budget d'avril pour favoriser l'investissement privé, a aidé les entreprises à renforcer notablement leur bilan. Tous ces facteurs positifs commencent à produire un accroissement des projets d'investissement.

Les achats d'équipement, après un redressement au second semestre de 1983, devraient marquer une vive hausse cette année, dépassant d'à peu près 7 p. 100 le niveau de 1983. Des taux d'intérêt stables et une consommation en croissance devraient encourager les entreprises à moderniser et à accroître leur appareil de production. La construction d'usines devrait repartir au second semestre et je prévois une hausse globale des investissements des entreprises de 2¼ p. 100 en 1984. A partir de 1985, ces investissements devraient être un facteur important de croissance économique au Canada.

● (1620)

[Traduction]

## RÉDUIRE LE DÉFICIT

Quand les entreprises accroissent leurs investissements, le gouvernement doit réduire ses besoins financiers.

En avril, j'avais estimé le déficit du gouvernement pour 1983-84 à \$31.3 milliards. Mes estimations actuelles de recettes et de dépenses ne sont guère différentes de celles que j'avais présentées au Parlement en avril 1983.

Les changements apportés aux projections de recettes et de dépenses se traduiront par un déficit d'environ \$31.5 milliards pour l'exercice courant. Les besoins financiers du gouvernement seront d'environ \$27 milliards.

Le déficit a permis de soutenir le bien-être des Canadiens et l'activité économique pendant la période difficile de la récession et de la première année de reprise. Les besoins financiers actuels ont été financés sans pousser les taux d'intérêt à la hausse, grâce à l'abondance de l'épargne et à la faiblesse des investissements des entreprises. Il devra cependant réduire son

## Le budget—M. Lalonde

déficit à mesure que l'investissement se redressera et que l'économie progressera.

Je reste déterminé à réduire le déficit fédéral sans nuire pour autant à nos perspectives économiques. La stratégie financière exposée en avril dernier s'est révélée la bonne.

Au cours du prochain exercice, compte tenu des mesures proposées dans ce budget, le déficit diminuera de près de \$2 milliards pour descendre à \$29.6 milliards. Les besoins financiers seront de \$25.6 milliards.

A moyen terme, le déficit continuera de baisser, conformément à la stratégie prévue en avril dernier, passant de plus de 8 p. 100 du Produit national brut cette année à environ 4.7 p. 100 d'ici 1987-88. Les besoins financiers diminueront encore plus vite, tombant de 6.9 p. 100 du Produit national brut cette année à 3.4 p. 100 d'ici 1987-88.

[Français]

## ASSURER LA CROISSANCE ET L'EMPLOI

Créer des emplois pour les Canadiens qui veulent travailler est notre objectif primordial. Les progrès que nous réalisons dans le ralentissement de l'inflation, l'amélioration de la compétitivité, le redressement des investissements et la réduction du déficit se font sentir sur le plan de la croissance et de l'emploi.

La première année de la reprise a été plus vigoureuse que prévu en avril dernier. Nous avons obtenu en 1983 une progression réelle d'environ 3 p. 100 au lieu des 2.3 p. 100 que j'avais projetés moi-même en avril dernier. L'emploi aussi a augmenté plus que prévu. Environ 400,000 emplois ont été créés en 1983.

Le gouvernement fait un effort considérable pour atténuer les difficultés du chômage et accélérer la création de nouveaux emplois.

Dans mon budget d'avril, j'avais annoncé un Programme spécial de relance de \$4.8 milliards visant à créer des emplois en accélérant les investissements productifs. La moitié de ces fonds est mise à la disposition du secteur privé, pour y soutenir l'investissement. Les \$2.4 milliards restants sont consacrés à l'amélioration des installations publiques dans des secteurs clés de l'économie et dans toutes les régions du Canada. Les travaux ont maintenant commencé dans plus de 200 Projets spéciaux de relance afin d'améliorer nos capacités de recherche fondamentales, nos infrastructures portuaires, notre réseau de transport, nos installations agricoles et nos attraits touristiques. Plus de \$1 milliard sera consacré à ces projets en 1984-1985. Ces installations soutiendront l'investissement privé et contribueront à la croissance dans tout le pays, créant des emplois pour des milliers de Canadiens.

Outre le Programme spécial de relance, le gouvernement a déjà engagé plus de \$2.3 milliards, au cours du prochain exercice, pour fournir directement des possibilités d'emploi et de formation à près de 550,000 Canadiens. Cela comprend les \$400 millions supplémentaires annoncés dans le Discours du Trône.